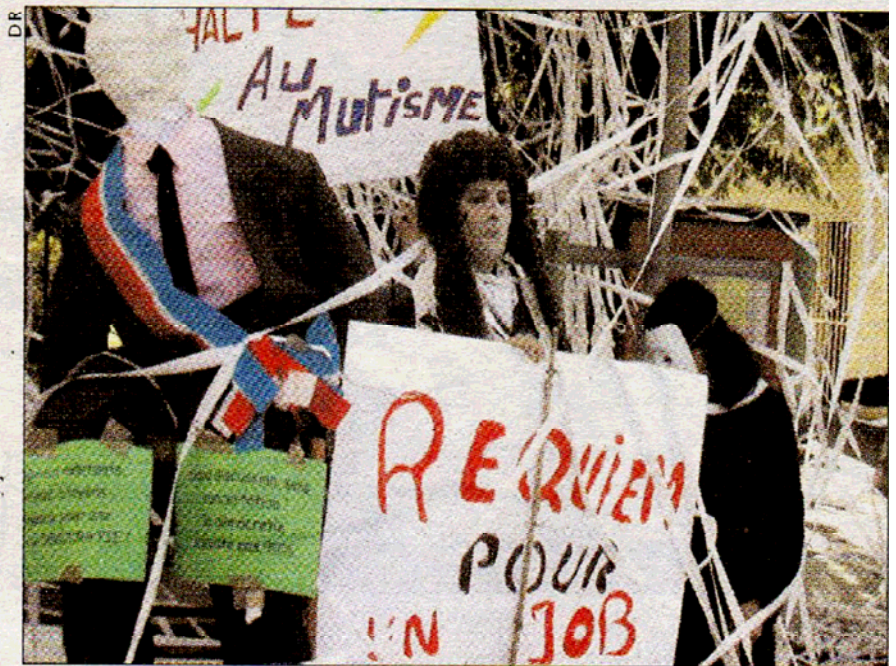


Manif sur l'après-Job

Les habitants et les associations des quartiers Sept-Deniers-Amidonniers ont bloqué la route de Blagnac, vendredi après-midi, afin de dénoncer le manque de concertation et d'exiger des engagements définitifs pour la vie culturelle locale.

Face à la lenteur de la mise en œuvre du projet concernant la restructuration de l'ancienne usine Job, les associations se sont mobilisées pour "être concertées dès le début en ce qui concerne le projet culturel et sportif du bâtiment Amiral, mais également pour protester contre l'expulsion annoncée du local de l'association Après Job", explique Philippe Moitry, délégué syndical Toulouse Nord-Ouest et ex-syndicat Job.

Alors que les appels d'offres ont déjà été lancés pour la reprise du bâtiment Amiral de l'entreprise Job, fermée depuis 2001, les différentes associations ont réuni une cinquantaine de personnes devant la mairie annexe du quartier. Bloquant



DES SLOGANS pour dénoncer l'immobilisme politique

le carrefour, ils ont fait voler du papier à rouler, autrefois la matière première de l'entreprise. Certains manifestants se sont déguisés en nobles de l'Ancien Régime, affichant des slogans, à l'instar de ce "Requiem pour un Job", symbolisant l'immobilisme politique.

"Faire accélérer nos revendications"

"Personnellement, je prends des cours de peinture au sein de la MJC des Amidonniers, et nous manquons vraiment de place. Nous sommes trop nombreux et les salles sont trop petites. Il faut que les choses avancent. Si je suis présente aujourd'hui, c'est

en vue de faire accélérer nos revendications", déclare Monique, une habitante du quartier. Le 2 mai prochain, les associations seront reçues par la mairie de Toulouse afin de discuter du projet Job, alors que le conseil régional a rappelé, dans un communiqué, que, "si le dossier proposé par le Grand Toulouse correspondait aux critères de ses politiques et recevait le soutien des habitants et des associations, notamment au niveau du contenu culturel du projet, la Région le soutiendrait naturellement, dans le cadre du programme de la seconde année du contrat d'agglomération".

DÉBORAH ANTOINAT